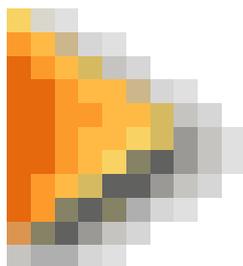


<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article1021>



Le mépris, ça suffit ! Tous ensemble le 21 juin.

- Technique - Départements - Yonne - Archives - Unes de l'année scolaire 2004-2005 -



Publication date: mardi 21 juin 2005

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Nos revendications sont légitimes :
le gouvernement doit y répondre

Le premier ministre n'a en rien répondu aux exigences sociales exprimées dans les mobilisations de ces derniers mois et dans le scrutin du 29 mai.

Non seulement il ne prend pas en compte les aspirations des salariés actifs, retraités et privés d'emploi mais, pire, il claironne que « le cap des lois votées sera tenu », accélérant ainsi la cadence des réformes autoritaires et inégalitaires pourtant rejetées par la grande majorité de la population.

Alors que le taux de chômage dépasse les 10% et que de plus en plus d'actifs vivent dans des conditions très difficiles, le plan dit « d'urgence pour l'emploi » consiste surtout à précariser les salariés et à offrir de nouveaux cadeaux aux employeurs.

Le Code du travail est bel et bien dans l'œil du cyclone avec notamment :

- l'instauration d'un nouveau type de contrat de travail qui offrira aux employeurs la possibilité, pendant deux ans, de licencier du jour au lendemain. C'est la fin programmée du contrat à durée indéterminée offerte sur un plateau au Medef ;
- la non citoyenneté des jeunes de moins de 25 ans dans l'entreprise : ils ne seront plus décomptés dans l'effectif salarié ni électeurs des délégués du personnel et du comité d'entreprise ;
- l'obligation pour les chômeurs et les jeunes, moyennant une prime de 1 000 euros, d'accepter n'importe quel travail, à n'importe quel salaire, sous peine de sanctions ;
- le renforcement spectaculaire des exonérations de cotisations patronales, alors qu'elles ont déjà été multipliées par 10 en dix ans, sans effet sur le chômage.

Aucune de ces mesures n'avait été annoncée aux délégations syndicales recues à Matignon 48 heures avant : la demande de négociation sociale est ignorée

Le Premier Ministre parle de **politique industrielle**, mais confirme immédiatement la privatisation des entreprises publiques, notamment celle d'Edf-Gdf.

Pour la **Fonction publique**, le plan « d'urgence pour l'emploi » s'est rapidement concrétisé par l'annonce de la baisse du nombre de fonctionnaires au Budget 2006 !

Il faut aussi s'attendre à de nouvelles restrictions **en matière de santé**.

Quant au **Smic**, c'est le troisième discours de politique générale qui annonce la même augmentation. La publicité mensongère a ses limites.

Le 10 juin 2005, lors de la réunion sur les **négociations salariales**, le ministre du Travail n'a rien proposé de concret : rien pour obliger les employeurs, les branches professionnelles à augmenter les salaires, à respecter le code du travail en la matière et à reconnaître les qualifications des salariés.

Il est inacceptable d'entendre aujourd'hui que le gouvernement veut procéder par ordonnances, pendant l'été, sur des sujets essentiels pour la vie des salariés.

Les salariés, par leur participation aux différents débats sur le projet de Traité Constitutionnel Européen et au scrutin du 29 mai, ont montré qu'ils voulaient décider eux-mêmes de leur avenir, être acteurs de leur vie. Procéder par ordonnances, sans même un débat parlementaire, en niant toutes les revendications sociales portées par les organisations syndicales, c'est mépriser, une fois de plus, l'exigence d'une autre politique économique et sociale exprimée par la population.

Déjà, de fortes mobilisations ont eu lieu

- Dès le 9 juin, 25 000 salariés de l'industrie étaient présents dans les rues de Paris pour demander le développement de l'emploi indus-triel, des hausses de salaires, etc
- Le même jour, les retraités, dans l'unité et dans toute la France, ont exprimé leurs exigences d'augmen-tation de leur pouvoir d'achat.
- Le 20 juin 2005, cinq organisations syndicales appellent les salariés des industries électrique et gazière à une journée nationale d'action avec arrêts de travail pour dénoncer les risques liés à l'ouverture du capital de Gdf le 23 juin 2005 et d'Edf dans la foulée.

Parce que le mépris, ça suffit, la CGT, l'UNSA et la FSU de l'Yonne appellent les salariés, les chômeurs et les retraités à se mobiliser pour porter une nouvelle fois leurs revendications.

Le 21 juin 2005 sera l'occasion d'une large mobilisation interprofessionnelle

- pour l'emploi,
- pour les salaires,
- pour la protection sociale,
- pour des services publics de qualité qui répondent à nos besoins, aux besoins de la collectivité.

Rassemblement à l'appel de la CGT à 17h devant la préfecture à Auxerre

Délégation intersyndicale (CGT, FSU, UNSA) reçue à 17h30

Tract commun CGT 89 - FSU 89 - UNSA 89



Fédération Syndicale Unitaire